

PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

RAPPORT DE IAN BROSSAT CONSEIL NATIONAL DU 3 JUILLET 2021

Chers camarades,

Il m'a été demandé de vous présenter ici un point d'étape de notre entrée en campagne présidentielle. Notre candidat, Fabien Roussel, a été désigné par les adhérents de notre parti le 9 mai dernier, soit il y a un peu moins de neuf semaines. Ces deux derniers mois ont été l'occasion de très nombreuses initiatives, j'y reviendrai. Et nous avons commencé à poser les bases de ce que nous voulons donner à voir à l'occasion de cette échéance importante. Il reste que les élections régionales et départementales dont il a été question ce matin dans le rapport de Pierre Lacaze ont, et à juste titre, occupé l'essentiel de l'attention et de l'énergie de nos forces militantes. Force est de constater d'ailleurs que nos efforts n'ont pas été vains puisque nous en sortons globalement renforcés en nombre d'élus·e·s et en représentation territoriale. Ces échéances étant passées, nous entrons désormais dans un temps nouveau : celui de la préparation de l'élection présidentielle avec notre candidat, Fabien Roussel.

J'aborderai ici trois points : d'abord, la situation politique et l'accélération de l'entrée en campagne des autres forces politiques et la nécessité pour nous-mêmes d'accélérer également ; ensuite, la nécessaire mise en mouvement du parti, et la présentation de l'organigramme de campagne ; enfin, le calendrier de nos initiatives de rentrée.

I. Présidentielles : on accélère

1. Les autres forces politiques accélèrent

Si les élections régionales et départementales ont été marquées par des records d'abstention, elles ne sont pas pour autant sans effet sur la stratégie des différentes forces politiques. Leur principale conséquence, c'est l'accélération de l'entrée en campagne de chacune d'entre-elles en vue de la présidentielle d'avril 2022.

C'est le cas à droite. Les succès remportés par les Républicains aiguisent les ambitions et plusieurs vainqueurs des régionales parlaient, dimanche, comme de futurs candidats aux élections présidentielles.

C'est le cas à l'extrême droite. Le relatif revers enregistré par Marine Le Pen n'entame pas sa détermination à être candidate. Il ouvre en revanche la voie à une candidature concurrente de type Éric Zemmour, dont les affiches ont commencé à fleurir sur les panneaux électoraux dès dimanche soir.

C'est le cas à gauche également. Le Parti socialiste tiendra son congrès le troisième week-end de septembre ; d'ici là, tout indique qu'Anne Hidalgo va accélérer son entrée en campagne. Un appel de deux cents maires soutenant sa candidature vient d'être publié et elle réunit ses troupes le 12 juillet à Villeurbanne, dans le Rhône.

Les écologistes quant à eux tiendront leur primaire à l'automne et ont jusqu'au 12 juillet pour se déclarer. C'était déjà le cas de Sandrine Rousseau, c'est désormais chose faite pour Yannick Jadot et Éric Piolle. Delphine Batho, qui vient du PS et a rejoint le pôle écologiste devrait suivre dans les jours à venir.

J'ajoute que Jean-Luc Mélenchon est déjà candidat et que le NPA vient de proposer la candidature de Philippe Poutou.

Autrement dit, tout le monde accélère, à droite comme à gauche. Seul le président de la République attend pour le moment, même s'il est évident pour tout le monde que toute sa stratégie est tendue vers l'objectif de la présidentielle. En témoigne notamment sa volonté de remettre sur le tapis sa réforme inique des retraites pour solidifier sa base électorale et renforcer sa stature de « réformateur » intransigeant prêt à agir jusqu'au bout.

2. Nous avons eu raison de partir tôt

Vu cette accélération générale, nous avons bien fait de partir tôt et de désigner notre candidat Fabien Roussel dès le 9 mai. Et ce, pour deux raisons.

D'abord, cette désignation précoce nous a permis de commencer à installer notre candidat dans le paysage. Elle a permis à Fabien Roussel de multiplier les déplacements dans les entreprises en tant que candidat à la présidentielle et de porter nos propositions notamment sur les enjeux du travail, de l'industrie et de l'utilisation de l'argent.

En quelques semaines, Fabien s'est rendu auprès des salariés de TUI en lutte pour préserver leurs emplois, en Haute-Vienne auprès des aides à domicile, au barrage de Larruns dans les Pyrénées-Atlantiques et à Gravelines pour évoquer les enjeux de l'énergie, à Roussillon pour parler médicament et industrie pharmaceutique, à Saint-Claude, dans le Jura, auprès des salariés de la fonderie de MBF, au Mans aux côtés des salariés de Renault... autant de déplacements, autant d'occasions de rappeler la nature de cette candidature. Une candidature ancrée dans le réel, une candidature qui veut faire en sorte que ce réel-là fasse irruption dans la campagne, une candidature qui se veut utile aux luttes, utile aux salariés et à tous ceux et celles qui veulent vivre dignement de leur travail. À cet égard, je remercie les fédérations qui ont rendu ces rencontres possibles.

Cette désignation dès le 9 mai a aussi permis à notre candidat et au parti d'acquérir une visibilité médiatique inédite. C'est valable et mesurable en quantité (un nombre de retombées hebdomadaires dans la presse qui oscille entre 50 et 200 mentions du candidat) et en qualité (avec une prime aux médias audiovisuels et notamment nationaux, stations de radio et de télévision de premier plan et à forte audience (France Inter, Bourdin, 4V...))

Cette visibilité nouvelle s'accompagne d'une montée en puissance (certes encore insuffisante) de la notoriété et de la popularité de notre candidat.

Elle nous a enfin permis de commencer la collecte des promesses de parrainages. Deux cents élus se sont déjà engagés à parrainer Fabien.

Pour autant, nous avons encore énormément à faire pour mobiliser un nombre plus important de communistes dans cette campagne, mieux structurer notre travail, être mieux identifiés à quelques enjeux et propositions phares qui donnent de la chair à cette perspective des jours heureux avec lesquels nous voulons renouer.

II. L'organisation de la campagne

Il nous revient maintenant d'entrer dans une nouvelle phase de la campagne.

Et pour cela, il est essentiel de se doter de structures qui nous permettent d'être opérationnels, efficaces, et d'impliquer un maximum de camarades. J'y insiste. Ce n'est pas rien, une campagne présidentielle. Qu'on aime ou pas les institutions de la Ve République, et pour ce qui nous concerne, nous les contestons depuis leur création, il n'en reste pas moins que c'est l'élection qui concentre le plus l'attention des Français·e·s. C'est donc une formidable occasion de montrer le meilleur de nous-mêmes. De permettre à des millions de gens d'entendre ce que nous avons à proposer pour sortir notre pays de l'ornière. C'est un effort considérable. Et c'est bien pour cette raison que nous devons être le plus nombreux possible à nous y impliquer et que nous avons tout intérêt à garder l'esprit ouvert, offensif, conquérant.

Je voudrais aussi, à cette occasion, dire à quel point je suis heureux d'exercer la fonction de directeur de campagne auprès de Fabien. C'est évidemment une tâche difficile, exigeante, tant cette échéance est importante pour le parti et pour la pays. Mais c'est aussi une échéance enthousiasmante. Je le fais donc avec joie et optimisme et tâcherai de mériter la confiance que vous m'avez accordée.

Le travail, heureusement, ne se limite pas à celui du directeur de campagne. C'est le travail d'un collectif. J'en viens donc à l'organigramme. Et je voudrais commencer par remercier Igor, qui y a très largement travaillé en amont de cette réunion du Conseil national.

1. Organigramme

Nous dévoilerons publiquement l'organigramme dans un temps qui permet de valoriser l'ensemble des camarades qui en sont partie prenante. Je le présente ici mais il n'a pas vocation à être rendu public immédiatement.

Il est organisé autour de responsabilités essentielles dans une campagne (coordination opérationnelle, campagne officielle, mandataire financier, récolte des parrainages, coordination du travail sur les législatives, représentation internationale du candidat...) ainsi que sur des structures décisives pour la construction collective de cette campagne : direction stratégique assurée par le CEN en lien avec le CN, comité de campagne, comité de soutien, un conseil des élus qui aura un rôle d'expertise et de propositions ; plusieurs pôles : un pôle mobilisation en lien avec une assemblée des fédérations qui se réunira tous les mois, un pôle projet et un pôle communication. Au-delà, c'est bien l'ensemble des communistes qui seront partie prenante de la campagne en contribuant au projet et aux initiatives.

2. Finances de la campagne

Une campagne, ce sont des femmes et des hommes. C'est aussi de l'argent. C'est évidemment un enjeu important. C'est même une des conditions pour une campagne réussie.

Sous la houlette de notre mandataire financier, JérémY Bacchi, en lien avec le pôle moyens du parti, nous travaillons à la tenue des comptes de campagne et l'animation de la campagne financière.

Les ressources pourraient être ainsi constituées :

- un apport d'au moins 850.000 euros des ressources du CN sur 2020,2021,2022.
- un objectif d' 1 million d'euros de souscription récoltées par les fédérations, à réaliser au prorata du nombre de voix faites aux européennes.
- un objectif de 1 million d'euros de prêts à contracter par les fédérations et dont le remboursement est garanti en tout état de cause si nos comptes sont validés.

Accélérer notre campagne, cela suppose de mieux se structurer, de mieux s'organiser, de se donner les moyens financiers de nous déployer, c'est aussi mener à bien nos initiatives. J'en viens à notre calendrier d'été et de la rentrée.

III. Nos défis de l'été et de la rentrée

1. Nous déployer pendant cet été et à la rentrée

Premier défi, nous déployer à travers le territoire pour faire connaître notre candidat et ses propositions.

Plusieurs occasions nous permettront de le faire. D'abord, la caravane d'été, la caravane des Jours heureux. Aux couleurs de notre campagne, la caravane des Jours heureux commencera son périple la semaine prochaine, le 6 juillet, à Marseille. Fabien sera de l'étape et présentera le dispositif à la presse. Elle fera ensuite 41 étapes, traversera 25 départements pendant quasiment deux mois pour rejoindre Malo le 26 août, à l'occasion de la journée à la mer organisée par les communistes des Hauts-de-France.

Il s'agit, en lien avec les fédérations, de faire de ces étapes autant de moments de convivialité avec les habitants et les vacanciers, de discussions politiques, sur un mode adapté au contexte : un moment de congés, de repos après une année particulièrement rude et éprouvante. Nous avons donc travaillé à des supports de communication adaptés à ce contexte particulier : bien sûr, des documents qui font part de nos propositions, mais aussi des cahiers de jeux, des cartes postales à adresser au président de la République... Je voudrais à cette occasion remercier Olivier Marchais pour tout le travail préparatoire qu'il mène pour assurer le succès de cette campagne d'été et bien sûr toutes les fédérations qui s'attellent à l'accueillir dans les meilleures conditions.

Ensuite, je procède de manière chronologique : les interventions de rentrée de notre candidat avec trois discours importants : le discours de Malo-les-Bains, qui sera l'occasion de mettre en exergue les préoccupations des classes populaires en cette rentrée, l'important discours à l'adresse des camarades participant à l'université d'été d'Aix-en-Provence, qui se tiendra du 27 au 29 août, et

bien entendu, celui de la fête de l'Huma le 11 septembre, qui permettra de s'adresser plus largement aux Français·e·s.

Puis, à partir de la fête de l'Huma, nous voulons monter en puissance sur deux grands sujets de préoccupation pour les Français, qui sont aussi deux enjeux majeurs pour nous.

La jeunesse. Fabien en a fait d'emblée une des priorités majeures de sa campagne. Nous avons sur ce sujet abondamment travaillé avec nos camarades de la JC, avec le secteur École du parti, avec les organisations de jeunesse. Cette campagne, elle s'adresse aux jeunes bien sûr, mais elle s'adresse plus largement à tous les Français·e·s, aux parents, à tous ceux qui s'inquiètent de l'avenir de leurs enfants, et qui ne se font pas à l'idée que la jeunesse de la 6e puissance économique du monde passe des bancs de la fac aux files d'aide alimentaire du Secours populaire.

Derrière, c'est bien l'avenir de notre pays qui est en jeu. Nous avons donc un quatre pages, un outil qui nous permet dès la rentrée d'organiser des réunions locales et nous envisageons sur ce sujet une initiative centrale avec notre candidat.

L'emploi. Depuis deux ans, Fabien a engagé un tour de France des entreprises. Il l'a poursuivi et accéléré depuis son entrée en campagne. Il y a maintenant nécessité de mettre en cohérence nos propositions sur le sujet. L'idée serait donc de travailler à deux temps à l'automne. Un premier temps la semaine du 11 octobre, avec une grande semaine de mobilisation nationale sur le sujet marquée par des rassemblements et des réunions publiques. L'idée serait aussi d'organiser trois ou quatre temps forts sur de grands sujets : santé, éducation, ferroviaire, énergie... Puis, en novembre, à Paris avec le candidat, une initiative nationale qui pourrait déboucher sur des propositions de loi : droits des salariés, délocalisations...

L'écologie. Avec la COP 26 qui se tiendra du 1er au 12 novembre à Glasgow, l'enjeu de nouvelles assises de l'écologie que nous pourrions organiser à ce moment-là. Possible déplacement du candidat à Glasgow.

2. Deuxième défi : notre projet pour la France

Il nous reviendra aussi à la rentrée de poursuivre notre travail sur le projet porté par notre candidat à l'élection présidentielle.

C'est un enjeu majeur. Le principal enseignement de ces élections, c'est le décalage, devenu un fossé, entre les préoccupations des Français et la vie politique. La vie politique et médiatique, ou du moins une grande partie d'entre elle, est dictée par des considérations et des débats qui sont totalement étrangers à la vie quotidienne des Français.

Qui nous parle lors des porte à porte du voile d'une assesseure, alors même soit dit en passant que les collectivités ont eu le plus grand mal à trouver des bénévoles en nombre pour tenir les bureaux de votes ? Qui nous parle des danses traditionnelles ou des drapeaux lors des mariages ? La réponse est simple : personne, jamais, ne nous en parle. En revanche, évidemment, un tweet de Jordan Bardella donne lieu à un amendement par le Modem, dans une alliance qui doit nous interpellé. Et nous revoilà repartis sur une demi-journée de polémiques sur ce sujet alors même que la loi est très claire sur ce point.

C'est un exemple de plus de ce décalage mortifère entre les urgences des Français·e·s – boucler ses fins de mois, trouver du travail ou un logement décent, assurer un avenir à ses enfants – et les débats que nous imposent à longueur de journée la droite et l'extrême droite, avec la bienveillance si ce n'est le zèle d'une partie des médias.

La boussole est toujours la même : fracturer la société, diviser les Français·e·s, les monter les uns contre les autres. Le gouvernement joue avec le feu en refusant de construire un projet majoritaire : la somme des intérêts particuliers ou catégoriels ne fait pas un projet de société.

Le sens de notre candidature, il est très simple : retrouver cette ambition majoritaire, populaire, en portant haut la question sociale, la question du travail, celle de l'utilisation de l'argent.

Les sujets ne manquent pas, malheureusement :

- le retour de la réforme des retraites, qui prendrait la forme d'un allongement de la durée du travail à 64 ans, et qui fait tousser y compris dans les rangs macronistes.
- le fiasco de la réforme de l'assurance chômage, retoquée par le Conseil d'État, et pour laquelle il nous faudra rester vigilants et continuer d'alerter et sensibiliser dans le cadre de la campagne
- les plans sociaux, qui risquent de se multiplier à l'automne, alors même que le début d'année a déjà été extrêmement rude, avec près de trois cents « plans de sauvegarde de l'emploi » qui se sont abattus sur le territoire depuis le 1er janvier, et plus de mille depuis le début de la crise sanitaire. Très concrètement 115 000 ruptures de contrat de travail ont eu lieu dans le cadre de plans sociaux depuis le début du covid, c'est dramatique.
- la désindustrialisation de la France qui se poursuit, avec la fermeture successive de plusieurs fonderies automobiles (FVM, 127 salariés, Meurthe-et-Moselle ; la Fonderie du Poitou Fonte ; MBF Aluminium, 270 salariés, Jura).
- la réforme des APL, qui se traduit en réalité par des coupes sèches et des jeunes, des familles, des précaires, qui voient diminuer leur allocation pour remplir les tiroirs de Bercy.

Quand on regarde ce programme de réformes antisociales, n'y aurait-il pas matière à s'interroger sur l'abstention ? Doit-on en vouloir à un ouvrier métallurgiste dont l'usine ferme parce que le gouvernement ne s'oppose pas aux délocalisations de ne plus croire en la politique ? Non, mais il faut le convaincre qu'une alternative est possible, qu'elle existe, avec lui. C'est le défi des jours heureux porté par Fabien Roussel.

La candidature de Fabien, le projet qu'il porte doit rendre visible cette alternative. Alors qu'à chaque scrutin depuis 2017 un record de démobilisation est battu, que l'impuissance et le désintérêt dominant, il faut reconnecter la politique avec la vie des Français. Parler des sujets du quotidien et les remettre au centre du débat politique.

Qu'entendons-nous concrètement par cette France des jours heureux ?.

C'est une France dans laquelle chacune, chacun :

1. Retrouve confiance en son avenir, et en l'avenir de ses enfants et petits-enfants (jeunesse, éducation, environnement...)
2. Peut vivre de son travail, dignement (emploi, monde du travail, logement, pouvoir d'achat...)

3. A du temps libre pour se cultiver, s'ouvrir aux autres (culture, vivre ensemble...)
4. Vit en bonne santé, en sécurité, en paix (santé, sécurité, géopolitique...)
5. Et a le pouvoir de décision sur ces questions essentielles dans sa vie (institutions et démocratie y compris au sein de l'entreprise...)

Il s'agit de donner corps à tout cela. C'est ce défi-là qu'il s'agit de relever avec notre projet, qui doit matérialiser concrètement, de manière réaliste aux yeux des Français·e·s, cette ambition des jours heureux. Pour y travailler, nous avons d'ores et déjà défini un calendrier de travail dans lequel je vous invite chacune et chacun à vous inscrire :

- Notes de toutes les commissions d'ici à début septembre
- Préparation de la relance du site La France en commun
- Travail sur la structure et la forme du projet dès la rentrée
- Nourrir la construction du projet par les initiatives précitées et d'autres
- Adoption du projet présidentiel par un CN en décembre ou janvier.

3. Troisième défi : engager le travail sur les élections législatives

Quelques propositions :

- Constitution d'un groupe de travail animé par Pierre Lacaze dès début septembre
- Objectif d'une désignation de chefs de files dans les 577 circonscriptions d'ici à début novembre
- Lancer le travail de rassemblement dans les circonscriptions, projet présidentiel à l'appui, pour débattre avec nos concitoyens, les différentes forces de gauche et faire grandir des engagements législatifs communs.

4. Quatrième et dernière dimension : calendrier de travail de la direction

- Une réunion des secrétaires fédéraux avant la fête, probablement première semaine de septembre
- Un CEN tous les 15 jours à partir du 6 septembre.
- Un CN qui pourrait se tenir les 25-26 septembre.